L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE ET DE LA CITE DE LA NOUVELLE-ORLEANS. — NOUVELLE-ORLEANS, 6 FEVRIER 1850.

Imprimé et publié par
MAGNE & WEISSE.
No. 83, rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS :
SAMEDI MATIN, 2 FEVRIER.

Malgré l'étroites limitation des sessions de la Législature, depuis la nouvelle Constitution, limitation qui rend le temps doublement précieux, nous voyons que, par un déplorable abus, les intérêts privés usurpent la place qui doit être exclusivement réservée aux intérêts généraux.

Deux sortes de demandes font particulièrement perdre à la Législature un temps précieux : les réclamations contre l'Etat et les demandes à fin d'émancipation.

Pour éviter de s'occuper des réclamations contre l'Etat, la législature n'aurait qu'à passer une loi autorisant les particuliers à poursuivre l'Etat devant les tribunaux. Il y aurait à la fois justice et économie—justice, parce que les créanciers de l'Etat ne seraient plus obligés de solliciter de la Législature comme une faveur, ce qui leur est légitimement dû; économie, parce que la Législature pourrait donner aux affaires d'intérêt général le temps que ces réclamations absorbent.

Quant aux demandes d'émancipation, il n'y a rien à faire qu'à les repousser invariablement sans discussion, jusqu'à ce qu'on n'en présente plus. C'est un abus criant, résultant de la part des membres de la Législature d'une complaisance mal entendue pour ne pas dire coupable. Sans parler de l'émancipation résultant du mariage, les mineurs, d'après nos lois, peuvent être émancipés 1o à quinze ans par le père ou la mère (369); 2o à dix-huit ans, s'il est orphelin, par la justice et le conseil de famille (370); 3o à dix-neuf ans par la justice avec l'assentiment du conseil de famille et, en certaines circonstances, contre la volonté des père ou mère. (371 et loi de 1889). Et cette dernière émancipation assimile le mineur émancipé au majeur.

Or, nous le demandons, quelle nécessité y a-t-il de s'adresser à la Législature pour obtenir ce que la loi accorde déjà? Le fait est que l'on n'en a vue qu'un but d'économie. Il en coute quelque chose pour se faire émanciper légalement; tandis qu'il n'en coute rien pour se faire émanciper par la Législature.

Mais si pour se faire émanciper par la Législature, il n'en coute rien aux parties intéressées, il en coute beaucoup au public. En supposant que la notice de présentation du bill d'émancipation, la présentation, et les trois lectures n'équivalent pas à plus d'une séance de chaque Chambre, ce qui est une évaluation modérée pour quiconque sait comment se traitent les affaires dans les assemblées délibérantes, c'est environ six cents piastres qu'il en coûte au bon peuple de l'Etat, pour que M. un tel soit émancipé légalement, tandis qu'il aurait pu l'être pour la différence de cette somme par les voies ordinaires. Seulement ce dixième il aurait fallu le payer—et le tout se trouve payé par l'Etat, c'est-à-dire par les contribuables.

A ces considérations il faut ajouter que l'émancipation par voie législative ne présente pas à beaucoup près, aux mineurs, auxquels la société doit une protection d'intérêt public, les mêmes garanties que l'émancipation légale ordinaire.

Espérons donc que l'on mettra très prochainement un terme à ces abus.

RAPPORT DU SURINTENDANT DES ÉCOLES PUBLIQUES DE L'ETAT. — M. Dimitry, surintendant des écoles publiques de l'Etat, a eu l'obligeance de nous transmettre une copie de son rapport qui vient d'être soumis à la Législature.

Il résulte de ce rapport que le 20 septembre 1844, il y avait dans l'Etat 646 écoles publiques comptant ensemble 22,927 élèves. On calcule que le nombre total des enfans en âge de recevoir l'instruction scholaire est de 53,716 ; on peu moins de la moitié jouit donc des bienfaits de l'instruction gratuite. Ce résultat est loin d'être décourageant si l'on considère que les écoles n'ont été créées que tout récemment.

Les enfans qui peuvent suivre les cours à la Nlle-Orleans sont au nombre de 12,012, ainsi répartis: rive droite, 454 ; 1re Municipalité, 3,430 ; 2me Municipalité, 5,055 ; 3me Municipalité, 3,073. Voici maintenant le nombre des enfans qui fréquentent les écoles publiques de la ville : rive droite, 160 ; 1re Municipalité, 1822 ; 2me Municipalité, 2821 ; 3me Municipalité, 789—total 5692, c'est-à-dire moins de la moitié des enfans en état de suivre les cours.

La période moyenne de l'enseignement dans tout l'Etat est de six mois treize jours. La taxe totale affectée à l'entretien des écoles pour tous les paroissiens est de $339,818—74. Les salaires des professeurs s'élèvent à $195,389—13 ; les dépenses pour la construction des bâtimens affectés aux écoles ou pour les termes de loyer, etc , se montent à $134,989.

Les paroisses dans lesquelles les écoles sont fréquentées par le plus grand nombre d'enfans sont, après la Nlle-Orléans, Jefferson, Rapides, Claiborne, Assomption, Natchitoches et Avoyelles. La paroisse St-Charles fournit le contingent le plus faible ; là vingt cinq élèves seulement fréquentent l'école, bien que le nombre des enfans y soit dix fois plus considérable.

Le rapport de M. Dimitry est complet. Statistiques, chiffres, données, réflexions, conseils, le surintendant n'a rien négligé pour donner à ce document une haute valeur et pour éclairer la Législature sur la situation des écoles.

Nous publions avec plaisir la communication suivante que nous adresse M. Placide Canonge, un des représentans whigs absens le jour de l'élection d'un trésorier et d'un imprimeur d'Etat. M. Canonge explique son absence par des motifs que nous nous empressons d'accueillir, mais nous regrettons qu'il ait cru devoir ajouter à ces motifs une autre explication, que *les mauvais* ont une valeur dont il *faudrait toujours se* servir. Nous avons l'habitude de consulter la valeur des termes que nous employons, et si nous avions parlé de la *coupable apathie* de quelques-uns de nos amis, c'est que, malgré la majorité que les whigs ont dans les deux chambres réunies, les candidats démocrates aux fonctions d'imprimeur et de trésorier d'Etat ont été sur le point d'être élus. Sans l'absence de M. Randell, sénateur démocrate, les locofocos emportaient le premier scrutin leur candidat à la place d'imprimeur d'Etat.

Monsieur le Rédacteur de l'*Abeille*.

Monsieur,

Dans le dernier article où vous signaliez hier l'absence de plusieurs sénateurs et représentans, lors de l'élection faite, mercredi dernier, par les deux Chambres réunies à Bâton-Rouge, je lis cette phrase : "Il est étonnant que chaque fois que nous triomphons, le coupable apathie de nos amis nous oppose à subir un échec dans les Chambres."

L'allusion est directe, et je me vois forcé de protester aujourd'hui contre l'esprit de ces trois mots.

Le premier, croyez-le bien, j'ai éprouvé le plus grand regret de ne pouvoir me trouver à mon poste, au moment d'une grande bataille parlementaire. Mais, en regret exprimé, je dois dire que mes affaires m'appelaient à la Nouvelle-Orléans étant commencées, ces jours derniers, par de sérieux intérêts majeurs, qui ne sont pas miens, et qui, longtemps, m'ont été confiés en qualité d'avocat. L'apathie n'a donc aucune part dans mes vacances forcées. Veuillez, monsieur, l'auteur de l'article auquel je fais cette allusion, permettre à ce député de la Nouvelle-Orléans de se retirer avant de former mes collègues et moi.

Pour ma part, je la repousse : et je vous prie de croire que j'ai trop le sentiment de mes devoirs pour me laisser *coupable apathie* me les faire oublier. Les échecs ont une valeur dont il faudrait toujours se souvenir.

En vous donnant du succès obtenu par vos devant les Chambres, permettez moi, monsieur, de vous renouveler les l'assurance de ma plus haute considération.

E. PLACIDE CANONGE.

Samedi, 2 février 1850.

Aux Rédacteurs,

Un seul mot de réponse sur la question du notariat. Je n'ai jamais le désir des fonctions des notaires ; mais j'ai toujours cru que cependant il ne manquerait pas de jeunes gens de notaires alors même que la durée de leurs fonctions serait limitée.

La considération *humaine* de jeunesse, la matière de ces fonctions *sont* différentes. D'abord les jeunes ne *peuvent* pas parmi les membres du barreau, *puisque* les membres du barreau reçoivent de dire prix *pour* les mariages ne *peuvent* pas *être* reçus *par* les jeunes gens.

Un second point *pour* le notariat *est* que les jeunes gens *peuvent* y *trouver* un *moyen* de *vivre* pendant *qu'ils* étudient le droit, *ce* qui *est* très *difficile* pour *ceux* qui *veulent* se *livrer* à la *profession* d'avocat.

Le *Courrier* a *donné* une *preuve* de *son* désintéressement en *publiant* ma *lettre*.

Agréez, messieurs, l'assurance de ma considération.

X.

LE GENERAL TAYLOR ET LA CALIFORNIE.—Le président a transmis dernièrement à la Chambre des Représentans un message relatif au territoire de la Californie, en réponse à une demande d'informations qui lui avait été adressée. On se rappelle que le général Taylor avait chargé deux délégués de se rendre en Californie pour examiner la situation de cette province et engager les habitans à se donner eux-mêmes une Constitution politique. Il n'en a pas fallu davantage aux adversaires de l'administration pour fulminer une réquisition contre le président et son cabinet. Les uns l'ont accusé d'avoir conseillé aux habitans de la Californie d'exclure l'esclavage de cette province, les autres au contraire à faire ériger le pays en Etat à esclaves.

Le président répond nettement, et sans la moindre équivoque. En arrivant au pouvoir il a trouvé l'administration civile de la Californie entre les mains d'un commandant militaire et il n'a rien voulu changer afin de laisser au Congrès l'initiative, qui appartient de droit au corps législatif. Il a en envoyé, en effet, M. Butler King en Californie, comme porteur de dépêches avec mission d'engager le habitans de cette province à préparer tout de suite une Constitution pour être admis dans l'Union, mais il n'a chargé aucun officier d'intervenir officiellement ou officieusement dans les affaires de la Californie.

Nous regrettons que le manque d'espace ne nous permette pas de donner une analyse du message du président. On verrait que le général Taylor accepte sans hésiter la responsabilité de ses actes et qu'il ne craint pas d'exposer en politique au grand jour.

CANDIDAT POUR LA PRESIDENCE—On songe déjà aux candidats pour la prochaine présidence. Un meeting très démocratique de la législature de l'Indiana et des délégués de toutes les parties de l'Etat vient de se prononcer en faveur du gouverneur Wright. La convention, après avoir été haranguée par le gouverneur et le lieutenant-gouverneur, a adopté par acclamation une lettre dans laquelle le général Lane est prié de ne pas s'établir dans l'Oregon où dans la Californie, mais de revenir dans l'Indiana afin d'élever niveau de la candidature présidentielle en 1852.

THEATRE D'ORLEANS—Ce soir, seconde représentation de la reprise d'Halévy, avec Mme Bessin, M. Scott et M. Graat. Cette œuvre gracieuse d'Auber a été trop bien accueillie à la première fois pour ne pas valoir un second succès aux artistes qui l'interprètent avec tant de goût et tant d'intelligence.

La représentation de lundi est au bénéfice de M. Fiot. Le régisseur du théâtre d'Orléans a compose habilement le programme de la soirée : *Robert-le-Diable*, avec la Cioca pour le pas de la nonne, et deux grands divertissements.

DEPÊCHE TÉLÉGRAPHIQUE.
TRANSMISE A L'ABEILLE.

Baltimore, 31 janvier.

New-York, jeudi. — Mille balles de coton se sont vendues aujourd'hui. Le fair Upland est resté à 13 1/2 c. ; l'Orléans de 12 3/4 a 13 7/8. Le lile, le marais et le pore n'ont pas varié. La graisse vaut 6 3/4 ; la mélasse, 27 ; le sucre de 4 1/2 à 5 1/2 ; le café Rio de 14 1/2 à 15, avec une tendance à la hausse. Le sterling vaut 8 1/4.

(Correspondance de l'Abeille.)

LÉGISLATURE DE LA LOUISIANE

BATON ROUGE, jeudi, 31 janvier.

La Chambre se réunit conformément à l'ajournement.

M. Hewlett soumet à la Chambre une pétition de la rue Regis, de la Nouvelle-Orléans, qui est référée au comité des institutions charitables, ainsi qu'une pétition du Bataillon d'Artillerie d'Orléans, laquelle est référée au comité des milices, et une pétition de MM. Théard et Nicomède demandant l'annulation du contrat relatif à l'impression des annonces judiciaires.

M. Marcey introduit un ré-statuons ayant pour objet de donner tort aux créanciers de la Nouvelle-Orléans d'étendre sur les jours est accordé à l'auditeur.

M. Boudousquié présente un acte pour rétribuer les jurés du 4e district judiciaire. 1re lecture.

M. Bouny présente un acte autorisant le gouverneur à nommer deux notaires à la Nouvelle-Orléans pour garder des certificats de légalisation en blanc, ainsi que des passeports en blanc portant le sceau de l'Etat.

M. Barthe présente un acte relatif à la nomination d'un notaire dans chaque district de la Nouvelle-Orléans et à la désignation d'un conservateur des archives notariales pour la paroisse d'Orléans.

M. Wilder présente un acte pour amender l'article 644 du Code de Procédure.

M. Wilder présente un acte pour autoriser les notaires à célébrer des mariages dans l'Etat.

La résolution de M. King relative à la nomination d'un rapporteur des débats est, sur motion, déposée sur le bureau.

SÉNAT.—Le sénat adopte un acte portant que tous les officiers publics resteront en place jusqu'à ce que leurs successeurs aient pu passer les remplacer.

Le Sénat se réunit conformément à l'ajournement.—L'honorable Trasimon Landry, Lieutenant-Gouverneur, est au fauteuil.

M. Dufour présente une résolution pour la nomination de deux comités permanens additionnels, savoir : un comité des amendemens à la Constitution et un comité sur les institutions de charité.

M. Dufour dit que son but en proposant l'établissement d'un comité des amendemens à la Constitution est évident. Il paraît que beaucoup d'amendemens à la Constitution sont proposés et soumis à cette session; les changemens qui seront proposés impliquent des questions de la plus haute importance et demandent à être scrupuleusement examinés. Quant au second comité il présume qu'il n'y aura aucune objection de soulevée. Il embrasse le plus grand nombre qui pendant, comme par le passé, il pense qu'il serait inconvenant de ne pas de dire quoi que ce soit tendant à démontrer l'attitude de ce comité et impliquant le mauvais goût que tous ses collègues n'apprécient pas le fait qu'il se propose.

La résolution est adoptée.

M. Dufour propose aussi les actes suivans :

Acte relatif aux notaires publics, (autorisant tous les citoyens à exercer la profession de notaire pourvu qu'ils fournissent caution.)

Acte pour pourvoir au changement des personnes se rendant coupables d'achat et vente de femmes blanches. Ces bills ont été référés au comité judiciaire et envoyés à l'impression.

M. Boudousquié présente un acte autorisant la construction de ponts flottants sur le Bayou Tèche.

Le président soumet un rapport du bureau de statistique, lequel, sur motion de M. McWhorter, est référé au comité des finances.

M. Butler présente un acte pour venir au secours de Robert R. Hamer, et un acte pour venir au secours de François Vienne; ces actes ont été référés au comité des réclamations.

M. Boudousquié fait la motion de reconsidérer la résolution conjointe nommant un comité pour prendre en considération le sujet des inondations et des levées. Cette motion prévaut et le nombre des membres composant ce comité est fixé de la part du Sénat, à cinq.

Le président nomme les différents comités permanents.

Comité des élections—MM. Harralson, Boudous que et Waddill.

Comité des améliorations intérieures—MM. Van Wickle, Dufour et Phillips.

Comité des réclamations—MM. Butler, Cole et Waddill.

Comité judiciaire—MM. Bryce, Duncan, Sigur, Dufour et Lee.

Comité des affaires non-terminées—MM. Talesman, Richardson et Thibodeaux.

Comité du commerce, manufactures et manufacture—MM. Beebe, Adams et Richer.

Comité des actes enrôlés—MM. Gardère, Van Wickle et Cade.

Comité des relations fédérales — MM. Drew, Swayze et Bryce.

Comité des dépenses contingentes—MM. Cade, Clarke et Saunoy.

Comité du pénitentiaire—MM. Peck, McWhorter et Chambliss.

Comité d'éducation—MM. Sigur, Moore, Peck, Gaudet et Caulfield.

Comité de la milice—MM. Gaudet, Lecoste et Ray.

Comité des finances — MM. Phillips, Adams, Beebe, Gardère et Hereford.

Sur motion, deux membres additionnels ont été ajoutés au comité judiciaire; le fauteuil a nommé MM. Ray et McWhorter.

M. Harralson présente une résolution nommant un comité conjoint pour faire des arrangemens convenables pour l'inauguration du gouverneur et du lieutenant-gouverneur élus.

MM. Hereford, Moore et Bradford sont nommés, de la part du Sénat, ce comité.

M. Drew présente une résolution pour faire nommer un comité conjoint pour s'informer de la santé de Joseph Walker, membre de la Chambre des Représentans, et pour s'informer également de l'état de M. Sloan.

MM. Moore et Drew ont été nommés membres de ce comité de la part du Sénat.

M. Moore présente un acte pour amender l'acte pour prévenir les cruautés envers les animaux. Cet acte devrait être référé au comité judiciaire, mais comme il a été déjà référé à un comité spécial, il est référé à ce comité.

M. Bryce présente un acte pour amender l'acte pour la création d'un bureau d'immigration. Référé au comité judiciaire